



Ottawa, Canada

Chute du gouvernement — Élections générales en février	1
Français et anglais, langues officielles du Québec	2
Livres canadiens pour les Alsaciens	3
Radio-agriculture du Canada	3
Télidon dans les Maritimes	3
L'unification des Forces armées remise en question	3
Antonine Maillet félicitée à Ottawa	3
Lutte contre les pluies acides	3
Exploitation de la mine Polaris	4
Saskatchewan: la médiation au secours des délinquants	4
Niveaux d'immigration en 1980	5
L'hélico-ski au Canada	5
Information sur les déversements de pétrole au large du Labrador	6
Recherches sur les transmissions à vitesse variable	6
L'énergie solaire pour le séchage des céréales	6
La chronique des arts	7
Nouvelles brèves	8

Chute du gouvernement — Élections générales en février

Le gouvernement minoritaire du premier ministre Joe Clark a été renversé le 13 décembre, par 139 voix contre 133 lors du vote sur une motion de censure, présentée par le Nouveau Parti démocratique (NPD), condamnant le budget déposé à la Chambre des communes deux jours plus tôt par le ministre des Finances, M. John Crosbie.

Le gouvernement progressiste-conservateur, le premier en 16 ans, avait été installé le 22 mai.

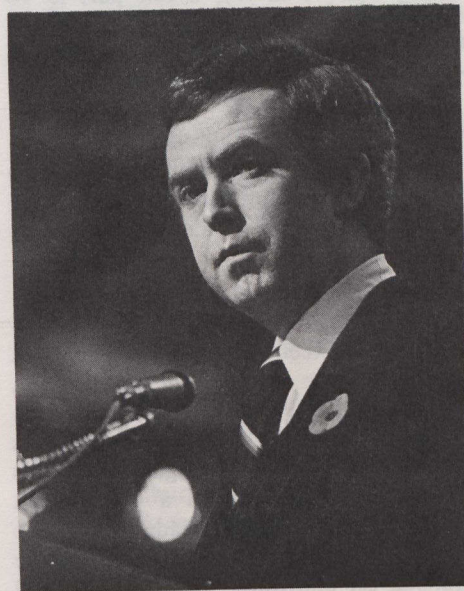
M. Clark s'est rendu chez le gouverneur général, M. Edward Schreyer, tôt dans la journée du 14 décembre pour demander la dissolution du Parlement, et a annoncé que des élections générales fédérales se tiendraient le 18 février.

La motion du NPD, soutenue par les libéraux, condamnait "sans réserve le gouvernement pour avoir failli à ses promesses électorales de réduire les impôts et de stimuler la croissance de l'économie canadienne sans avoir obtenu un mandat à cet effet de la population canadienne". Les cinq députés du parti du Crédit social se sont abstenus.

Le budget de M. Crosbie établissait les revenus et les dépenses du gouvernement pour les quatre prochaines années et visait, en priorité, à diminuer le déficit fédéral. Grâce à une majoration des taxes et à une plus grande retenue dans les dépenses, a dit M. Crosbie, les besoins de trésorerie du gouvernement auraient pu être diminués de moitié, et passer de près de \$10 milliards à moins de \$5 milliards en 1983-1984.

Le budget imposait une taxe d'accise de 25 cents le gallon (un gallon égale 4,5 litres) d'essence, ce qui devait se traduire par une augmentation immédiate de 18 cents le gallon pour les automobilistes. Des taxes sur l'alcool, le vin et la bière auraient ajouté 11 cents à la bouteille de vin de 25 onces (1 once égale 28 grammes), tandis qu'une taxe sur le tabac aurait relevé le prix des cigarettes.

D'ici 1984, le prix intérieur du pétrole



Le lendemain de la défaite en Chambre, le 13 décembre, de son gouvernement, le premier ministre Clark (ci-dessus) a demandé au gouverneur général la dissolution du Parlement. Les élections fédérales ont été fixées au 18 février.

et du gaz naturel à la tête du puits aurait été majoré jusqu'à ce qu'il atteigne 85 p.c. du "prix de Chicago" ou du prix international, le moins élevé des deux étant retenu. Avec les augmentations, le prix serait passé à \$4 le baril en 1980 et à \$4,50 par la suite. Le gouvernement espérait imposer une nouvelle taxe énergétique lui permettant d'encaisser environ la moitié des augmentations du prix du pétrole et du gaz dépassant \$2 le baril par année et 30 cents les 30 mètres cubes.

M. Clark a indiqué que l'objectif du gouvernement était de rendre le Canada autosuffisant en énergie d'ici 1990. Il a ajouté que le budget offrait "de nouveaux avantages fiscaux importants aux Canadiens à revenu inférieur et moyen, aux conjoints au travail, aux agriculteurs, aux pêcheurs, aux petites entreprises, et aux régions moins développées de notre pays". Il a précisé qu'il n'était plus

C'était ce jour...

Le 2 janvier 1980 était établie à Ottawa une succursale de la Monnaie royale de Londres, pour soutenir les pièces d'or canadiennes frappées à la suite de la ruée vers l'or du Yukon.